

## En Espagne, la droite gagne, mais sans majorité



### Le Parti populaire a remporté les législatives du 26 juin, devant les socialistes et Podemos

**T+** **T-** **T** **S** cènes de liesse devant le siège du Parti populaire (PP, droite) ; soulagement immense au sein du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et chez les centristes de Ciudadanos ; profonde amertume chez Podemos, le parti de la gauche radicale. Le résultat des élections législatives de dimanche 26 juin, six mois après celles du 20 décembre 2015, qui n'avaient pas permis de former un gouvernement, a pris tous les partis politiques espagnols par surprise.

Un grand vainqueur s'impose : le PP de Mariano Rajoy. Avec 33 % des voix et 137 députés, il remporte 700 000 votes et douze sièges de plus qu'en décembre 2015, ce qui le place dans la meilleure position pour prendre les rênes du prochain exécutif. Il a, en outre, renforcé sa majorité absolue au Sénat.

" Nous avons mené la bataille pour l'Espagne, sans nous soumettre aux ordres de personne. Ce parti mérite le respect ", a clamé dans la nuit le président du gouvernement intérimaire, Mariano Rajoy, face à une foule en liesse qui reprenait à son compte, ironique et provocatrice, le slogan de Podemos " Si, se

#### ▼ LES CHIFFRES

**169**

députés pour la droite

A l'issue du scrutin du 26 juin, le Parti populaire (PP) a remporté 137 sièges, Ciudadanos 32. Lors des précédentes élections, en décembre 2015, les deux formations en avaient gagné 163 (123 pour le PP, 40 pour Ciudadanos).

**156**

députés pour la gauche

Le PSOE obtient 85 sièges (contre 90 en décembre 2015). Unidos Podemos, la coalition entre Podemos et

*puede* " (oui, c'est possible).

les néocommunistes de la Gauche unie, se maintient à 71 sièges.

[ - ] fermer

Un slogan que le parti de la gauche anti-austerité, grand déçu de la soirée, n'avait pas le cœur à chanter. Avec 21,1 %, Unidos Podemos, l'alliance menée par Pablo Iglesias entre Podemos et les néocommunistes de la Gauche unie (Izquierda Unida, IU), sort affaibli du résultat de ces nouvelles élections. Il a perdu plus d'un million d'électeurs par rapport à l'addition des voix qu'avaient obtenues Podemos et IU séparément en décembre 2015 (24,4 %), alors même qu'il pensait être au coude-à-coude avec le PP. Il maintient tout juste le nombre des députés qu'avaient obtenus les deux forces : 71.

Surtout, Unidos Podemos n'a pas dépassé le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSCE), comme il en était convaincu. Surestimant ses forces, il n'a pas tenu compte du fait que, parmi ceux qui avaient voté en décembre 2015, beaucoup étaient d'anciens électeurs socialistes séduits par son discours transpartisan, qui ne se sont pas reconnus dans les harangues idéologiques des derniers mois, propres à une extrême gauche traditionnelle.

*" Les résultats ne sont pas satisfaisants, nous attendions autre chose, a reconnu Pablo Iglesias. Nous sommes inquiets de voir que le bloc conservateur a augmenté ses soutiens. C'est le moment de réfléchir et de dialoguer avec les autres forces "*, a-t-il ajouté, assurant qu'il avait envoyé un message au secrétaire général du PSCE, Pedro Sanchez, sans obtenir de réponse.

Pas de soutien sans contrepartie

Le chef de file socialiste prenait sans doute ainsi sa revanche. Pedro Sanchez a évité la débâcle que tous les sondages lui prédisaient en conservant sa deuxième place sur l'échiquier politique avec 22,7 % des suffrages (+ 0,7 %) et 85 députés. Alors qu'il se savait sur un siège éjectable s'il perdait l'hégémonie à gauche, le socialiste s'est montré soulagé, malgré un mauvais résultat : jamais de son histoire le PSCE n'a eu si peu de sièges au Parlement.

*" J'espère que Pablo Iglesias réfléchira à ce résultat "*, a-t-il lancé lors d'un discours amer, rappelant le blocage de Podemos à sa tentative d'investiture en mars. *" En mettant son ambition personnelle avant les intérêts de la gauche, il a favorisé la droite "*, a-t-il ajouté, se félicitant que le PSCE reste *" la première force de la gauche "*. M. Iglesias a surtout évité de dévoiler s'il essaierait ou non de former un gouvernement avec Unidos Podemos.

Car rien n'est encore joué en Espagne. Malgré son avance sur le PSCE, il n'est pas dit que le PP pourra gouverner. Pour atteindre la majorité absolue au Parlement (176 sièges), il devra obtenir le soutien d'autres forces politiques, lesquelles sont peu enclines à assumer un accord avec un parti souillé par de nombreuses affaires de corruption et associé à la politique d'austérité menée durant la crise. Son seul allié naturel est Ciudadanos, parti centriste, libéral et antinationaliste. Avec 13 % des voix et 32 sièges, il a perdu près d'un point, 400 000 voix et huit sièges au Parlement, souffrant de la bipolarisation de la campagne entre PP et Podemos.

Mais même affaibli, son président, Albert Rivera, ne donnera pas son soutien à la droite sans contrepartie. Il a été clair durant la campagne : sa formation, qui entend incarner le changement, ne veut pas d'un gouvernement présidé par Mariano Rajoy. Lors de son discours d'analyse des résultats électoraux, M. Rivera a insisté dans ce sens en réclamant que personne

ne mette " *ses ambitions personnelles devant les intérêts des Espagnols* ".

### Coup de massue pour Podemos

Pour les socialistes, pas question non plus de faire de Mariano Rajoy le prochain chef du gouvernement. Une éventuelle abstention n'est possible que si Ciudadanos s'allie au PP. Seulement ainsi, il pourrait justifier auprès de son électorat son soutien à la droite sans risquer de redonner des ailes à Podemos, en expliquant qu'il n'y a pas de majorité alternative.

Mais Mariano Rajoy est-il disposé à partir ? Rien n'est moins sûr. Renforcé par son résultat, le chef de l'exécutif, connu pour un flegme tirant à l'apathie, a revendiqué " *le droit de gouverner parce que nous avons gagné les élections* ". Tout en ouvrant la porte au dialogue avec d'autres forces politiques. " *Maintenant, ce qui est important, c'est d'être utile à 100 % pour le peuple espagnol. Nous devons dialoguer avec tout le monde et nous le ferons* ", a-t-il ajouté.

Si la droite ne parvient pas à obtenir le soutien de Ciudadanos, il ne reste qu'une possibilité pour qu'un gouvernement soit formé en Espagne : que Pedro Sanchez scelle un accord à trois, avec Ciudadanos et Unidos Podemos, comme les trois mouvements avaient tenté de le faire, sans succès, en mars.

Le coup de massue qu'a reçu Podemos le convaincra-t-il, cette fois, de céder ? Rien ne le laisse présager non plus. Les relations entre les dirigeants de Podemos et ceux du PSCE et Ciudadanos sont exécrables. Par ailleurs, plusieurs points de leur programme les opposent, telle la tenue d'un référendum d'indépendance en Catalogne ou encore une augmentation des dépenses publiques de 60 milliards d'euros en quatre ans. Si les partis politiques espagnols n'acceptent pas de faire des concessions, il n'est pas impossible que de troisièmes élections soient convoquées dans les prochains mois.

**Sandrine Morel**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**

" Il n'y a pas d'avenir pour...

**article suivant** ▶

Bruxelles envisage de sanctionner Madrid...